

Nathalie Arthaud
Candidat de Lutte ouvrière
à l'élection présidentielle 2017

Collectif Santé 2017
Agence PRPA
56 rue de Billancourt
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver ci-dessous mes réponses aux questions que vous soulevez.

Mettre la santé au cœur de la campagne électorale

Effectivement le système de santé est dans un état déplorable ; l'accès aux soins est de plus en plus difficile pour une grande partie de la population, les classes populaires et les plus pauvres.

Mais qu'entendez-vous par permettre à « la France d'opérer sa mutation en matière de santé » ?

La politique menée aussi bien par les gouvernements de gauche que de droite depuis des décennies est de faire de l'hôpital une entreprise comme les autres, qui se doit d'être rentable ou de disparaître, une entreprise qui n'est plus destinée à soigner, mais à faire des profits. Mesure après mesure, les unes insidieuses, les autres brutales, mais toutes dénoncées et combattues par les personnels, les hôpitaux et tout le système de santé rentrent, à marche forcée, dans l'économie de marché.

Si c'est de cette « mutation » dont vous parlez, qui vise à privilégier les soins, non pas en fonction des besoins des patients, mais de leur rentabilité financière, je suis profondément en désaccord.

Je pense au contraire, qu'il faudrait que tout soit totalement gratuit pour tous. C'est le cas actuellement dans la prise en charge du cancer. Et cela permet d'aller jusqu'au bout des possibilités pour chaque patient même le plus démuné, mais aussi de faire progresser beaucoup plus rapidement la science dans ce domaine.

« Mettre la santé au cœur de la campagne électorale » n'est une garantie de rien. Car les candidats en lice ont, pour la plupart, déjà participé à des gouvernements qui ont mis en œuvre cette politique que je dénonce et ne s'en sont jamais démarqués. Promettre de s'occuper de la santé; ne leur coûtera pas cher tant ils sont prodiges de promesses pour récupérer des voix.

Et une fois au pouvoir, ils plieront devant les grands groupes pharmaceutiques et les banques comme ils l'ont toujours fait.

Vous dites que le système a besoin « d'ambition et de volonté, de cohérence, et de libérer l'énergie créatrice de ses acteurs ». Vous semblez penser que la solution est d'avoir plus de qualités morales. Mais elles existent déjà chez les personnels, les médecins, les chercheurs... qui font preuve d'un dévouement extraordinaire et sont navrés de ne pouvoir jouer leur rôle pleinement.

Le problème est que leurs efforts se heurtent à la réalité de ce qu'est cette société : un système où ceux qui dirigent réellement sont les grands groupes capitalistes et où les gouvernements sont à leur service. Je pourrais citer la loi Bachelot qui a obligé les hôpitaux à emprunter, faisant ainsi entrer le capital financier dans les hôpitaux, la réforme de la tarification à l'acte qui amène à considérer un acte médical en fonction de ce qu'il rapporte, et les exemples sont nombreux...

Installer la santé au cœur des politiques publiques

L'accès à des soins de qualité pour les classes populaires n'est pour moi ni un « facteur de réussite », ni un élément de « cohésion nationale », mais un droit élémentaire.

Par ailleurs, l'existence d'un Ministère de la Santé n'est aucunement une garantie de ce que la politique qu'il mène aille dans le sens des intérêts de la population. C'est dans une succession de tels ministères que s'est décidée la politique qui a consisté à multiplier depuis une vingtaine d'années les forfaits, franchises,

déremboursements de médicaments et autorisations de dépassements d'honoraires, qui font que le coût de la santé pèse de plus en plus sur la population, et sur sa partie la plus pauvre en particulier, ce qui l'exclue de toute une partie des soins.

Ce sont ces mêmes ministères qui ont orchestré la mise en place de la T2A et l'endettement auprès des banques. C'est cette politique étatique qui a permis la mise en coupe réglée des hôpitaux par la finance.

Reconnaitre la place des acteurs de santé

Reconnaitre la place des acteurs de santé commencerait par créer les emplois qui manquent à tous les niveaux en particulier dans les hôpitaux, aux Urgences. Actuellement, ils croulent sous les heures supplémentaires non payées et non récupérées, et ne peuvent s'occuper des patients comme ils le souhaitent, faute de personnels en nombre suffisant.

Tant que cette situation perdure, parler de « démocratie sanitaire » est un vain mot. Les personnels ne cessent de dénoncer leur situation, comme dernièrement lors de la journée d'action des infirmières. Mais ils ne sont pas entendus car ce qui prime est la rentabilité et donc les économies.

Et changer de « gouvernance » comme vous dites, n'y changerait rien tant qu'on reste dans cette logique et dans le cadre de ce système.

Quant à considérer la santé comme un secteur « d'investissements », elle l'est déjà ! Ce n'est pas pour rien que des banques comme Dextre et des fonds d'investissements se sont précipités sur les hôpitaux, les cliniques privées, les maisons de retraite... au point que l'on parle même de « sil ver économie » tant c'est juteux pour leurs affaires. Si c'est dans ce sens que vous voulez aller, cela revient à réclamer une politique encore plus anti-collective, axée uniquement sur ce qui est rentable, et sur les seuls patients solvables.

Bien entendu, j'y suis opposée. La santé est un droit pour tous.

Mettre en place une politique fondée sur la santé publique

La prévention est effectivement une nécessité. Mais elle est de plus en plus réduite à la portion congrue. Ce n'est pas étonnant. Les gouvernements successifs ont fait le choix d'arroser les grandes entreprises : 40 milliards cette année, par exemple. Et dans leur programme, tous les candidats promettent de nouveaux cadeaux. Et où trouvent-ils l'argent sinon en supprimant tout ce qui est social, c'est-à-dire réellement utile à la population.

Une mesure simple serait de commencer par supprimer ces cadeaux à fonds perdus afin que l'argent public serve à l'ensemble de la population.

Impulser et accompagner la mutation du système

Certes, « une politique purement comptable ne saurait tenir lieu de politique de santé ».

C'est pourtant ce qui se fait depuis des décennies et va continuer puisque 1,5 milliards d'économies vont encore être exigées en 2017 des hôpitaux publics. Et cela alors qu'ils restent le lieu essentiel destiné à soigner la population actuellement.

Il n'est pas un département du pays qui ne connaisse des fermetures de services ou des réductions de personnel dans les hôpitaux. Cette dégradation des services de santé locaux est particulièrement dramatique quand il s'agit de services d'urgence ou de maternités.

Toutefois pendant qu'on mettait ces hôpitaux en demeure de devenir rentables et d'économiser sur tout, la modernisation a été faite à coups de dépenses somptuaires. Les hôpitaux flambant neufs construits dans les grands centres, loin de compenser ces fermetures, servent aujourd'hui à introduire la rentabilité dans l'hôpital. Bien des équipements sont inadaptés, le personnel manque et l'endettement vise à faire de ces hôpitaux des placements rentables pour la finance qui, à présent, dicte la politique de ces établissements en fonction de ses seuls profits (virage ambulatoire etc...). Et maintenant qu'ils sont dans la place, ce sont les financiers qui décident de tout.

La maîtrise des dépenses de santé est le leitmotiv qu'on nous sert en permanence. Or, de l'argent, il y en a. La France est un des pays les plus riches du monde. Mais les différents gouvernements siphonnent en permanence l'argent public destiné aux services utiles à la population comme la santé afin d'arroser le grand

patronat, sous prétexte de lutter contre le chômage. D'où des économies sur tout, y compris sur ce qui est vital.

Les grands groupes industriels, en particulier pharmaceutiques et de la finance regorgent d'argent. C'est sur leurs profits qu'il faut prendre pour assurer une médecine gratuite pour tous. Il n'y a pas d'autre solution réaliste.

Garantir l'accès aux soins et aux innovations

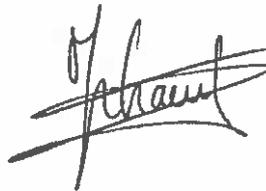
« La principale menace qui pèse aujourd'hui sur notre système de santé réside dans le creusement des inégalités sociales et territoriales de santé ». En effet. C'est cette évolution qu'il faut combattre. Cela ne se fera ni dans un Ministère, ni par une « maîtrise des dépenses ». Cela se fera, et j'en ai la conviction profonde, en contestant par des luttes collectives la légitimité des financiers à faire passer, dans ce secteur de la Santé en particulier, mais aussi dans tous les autres, leurs intérêts financiers immédiats avant ceux de l'ensemble de la population laborieuse.

C'est pour affirmer cette perspective, pour revendiquer qu'en ce temps de crise, il est encore plus vital pour les classes populaires que l'argent public serve aux catégories les plus fragiles de la population et à créer les emplois indispensables au bon fonctionnement de la société.

C'est pour permettre que le camp des travailleurs fasse entendre ses intérêts, qui sont ceux de l'ensemble de la société, contre ceux de cette minorité de capitalistes, que je ferai campagne lors de cette élection présidentielle de 2017.

Recevez, Mesdames, Messieurs, mes salutations distinguées.

Nathalie Arthaud

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'N. Arthaud', with a large, sweeping flourish underneath.